



LES BLOCAGES SE LEVENT, MAIS LA TENUE DES EXAMENS RESTE INCERTAINE

UNE ACCALMIE A LA FAC ?



© M. WATRELOT/ATP

Selon un récent sondage, la grande majorité des étudiants (72 %) était opposée à l'occupation des établissements.

Alors que l'apaisement est de retour dans les universités après deux mois de conflit, la grogne est toujours vive.

«**Tous les examens seront tenus**», avait promis Emmanuel Macron à la mi-avril sur TF1, à l'heure où la mobilisation des étudiants était au plus haut. Six semaines plus tard, les blocages des universités, menés pour dénoncer une «sélection» pour l'entrée dans le supérieur, semblent arriver à leur terme. Le campus de la faculté Jean-Jaurès Le Mirail, à Toulouse, a ainsi été le dernier en date à rouvrir ses portes aux étudiants, en fin de semaine dernière. Et si les opposants les plus remontés entendent poursuivre leur mouvement par d'autres moyens, un retour au calme semble se profiler.

De nombreuses dégradations
Il y a un mois, 4 universités sur 73 étaient entièrement occupées, et une dizaine d'autres perturbées, selon le ministère de l'Enseignement supérieur. Des opérations coup de poing qui ont parfois été accompagnées de violences entre les étudiants pro et anti-blocages, comme à Nice ou Montpellier, mais également de vives tensions avec les policiers, comme vendredi, à la Sorbonne à Paris. Car, dès les premiers jours de mai, les forces de l'ordre sont intervenues

pour déloger les occupants du site de Tolbiac Paris-1, l'un des plus emblématiques du mouvement, mais aussi dans les facultés de Toulouse, Nantes ou encore Rennes. D'autres étudiants ont, de leur côté, voté d'eux-mêmes, en assemblée générale, la levée des blocages, comme à Grenoble, Tours ou Strasbourg. Une initiative saluée par les 72 % d'étudiants qui se disent opposés à une paralysie, selon un récent sondage de la Fage, syndicat étudiant. D'autant qu'au terme des occupations, les dégâts sont nombreux. C'est le cas à l'université de Grenoble Alpes, qui a déjà chiffré à plus d'un million d'euros les dégradations «spectaculaires» comises (graffitis sur les murs, fenêtres brisées, matériel informatique et mobilier détruits...). Reste que, si la situation semble s'améliorer, la mobilisation continue sous une autre forme. Les opposants tentent désormais d'empêcher la tenue des partiels, un peu partout en France. A cause de chaînes humaines ou de rassemblements devant les bâtiments, des universités de Paris, Marseille, Lyon ou encore Nantes ont ainsi été contraintes de reporter, voire d'an-

nuler, jusqu'à nouvel ordre, leurs examens. Les cibles des opposants, en revanche, restent les mêmes : la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), ainsi que la nouvelle plate-forme d'admission Parcoursup.

Des solutions alternatives
Face à ces perturbations, les universités ont imaginé, depuis plusieurs semaines, des solutions alternatives pour faire passer les partiels empêchés. Plusieurs d'entre elles, comme Paris-8 ou Nanterre, ont décidé de délocaliser les épreuves, parfois surveillées par des policiers, dans des centres d'examens. Au risque qu'ils soient de nouveau bloqués par des manifestants, comme cela a été le cas pour Nanterre mi-mai. S'il est envisagé d'éva-

luer les étudiants par contrôle continu ou par «devoirs à la maison», c'est la solution numérique qui apparaît la plus suivie. De Montpellier à Caen, en passant par Lyon ou Rennes, les directions d'universités ont ainsi opté pour faire passer les épreuves en ligne, en tentant de recréer les conditions d'examens (délai imparti, logiciel anti-plagiat, oraux devant une web-cam...).

L'INFO EN PLUS

Pendant le blocage de l'université de Toulouse, du 6 mars au 9 mai, quelque 1 000 chaises et 2 000 tables ont disparu, pour un coût de 200 000 euros.

PARCOURSUP EST LANCE



Succédant au très critiqué système d'admission post-bac APB, la plate-forme Parcoursup a été officiellement lancée la semaine dernière. Plus de la moitié des 810 000 lycéens inscrits ont reçu, dès le 23 mai, au moins une réponse positive à leurs vœux. L'autre moitié, elle, attend une proposition, à trois semaines du bac. Si le gouvernement, via son porte-parole Benjamin Griveaux, affirme que la plate-forme propose «un meilleur accompagnement» qu'APB, l'opposition de gauche critique une politique de la sélection. Olivier Besancenot (NPA) a demandé hier son retrait.

© ALLIUM MOURAD/SIPA